****

**DEVELOPPEMENT DES SIGLES**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| AFS | : | Acompte Forfaitaire Spécial |
| CGI | : | Code Général des Impôts |
| CFPB | : | Contribution Foncière des Propriétés Bâties |
| DGDDI | : | Direction Générale des Douanes et Droits Indirects |
| DGI | : | Direction Générale des Impôts |
| DGTCP | : | Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique |
| SCRP | : | Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté |
| FNRB | : | Fonds National des Retraites du Bénin |
| FR | : | Fonds Routier |
| IPTS | : | Impôt Progressif sur Traitements et Salaires |
| IBNC | : | Impôt sur les Bénéfices non Commerciaux |
| IFU | : | Identifiant Fiscal Unique |
| IRPP | : | Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques |
| OMD | : | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| OHADA | : | Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires |
| PIB | : | Produit Intérieur Brut |
| PPTE | : | Pays Pauvre Très Endetté |
| RFU | : | Régime Foncier Urbain |
| SICOPE | : | Système Intégré de Cotisation et des Pensions |
| SIGFiP | : | Système Intégré de Gestion des Finances Publiques |
| SIGMAP | : | Système Informatisé de Gestion des Marchés Publics |
| SIPIBE | : | Système Informatique de Préparation Intégrée du Budget de l’Etat |
| SYDONIA | : | Système Douanier Automatisé |
| TVA | : | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| TUCA | : | Taxe Unique sur les Contrats d’Assurance |
| TUTR | : | Taxe Unique sur les Transports Routiers |
| TAF | : | Taxe sur les Activités Financières |
| TDL | : | Taxe de Développement Local |
| TPU | : | Taxe Professionnelle Unique |
| VPS | : | Versement Patronal sur Salaires |

Sommaire

[RESUME EXECUTIF 5](#_Toc496024994)

[INTRODUCTION 7](#_Toc496024995)

[I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN JUIN 2017 8](#_Toc496024996)

[A- Environnement économique international 8](#_Toc496024997)

[B- Environnement national et perspectives 8](#_Toc496024998)

[II- SITUATION D’EXECUTION DU BUDGET DE L’ETAT AU 3O JUIN 2017 11](#_Toc496024999)

[A- Recettes budgétaires 11](#_Toc496025000)

[A-1 Recettes du budget général 12](#_Toc496025001)

[A.2- Recettes de l’Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) 15](#_Toc496025002)

[A.3- Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics 15](#_Toc496025003)

[A.4- Comptes d’Affectation Spéciale (CAS) 16](#_Toc496025004)

[A.5- Autres recettes budgétaires 17](#_Toc496025005)

[B- Dépenses budgétaires au 30 juin 2017 18](#_Toc496025006)

[B-1 Budget Général 19](#_Toc496025007)

[B-2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics 23](#_Toc496025008)

[B-3 Comptes d’Affectation Spéciale (CAS) 24](#_Toc496025009)

[C- Solde budgétaire d’exécution au 30 juin 2017 24](#_Toc496025010)

[III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2017 25](#_Toc496025011)

[A- Mobilisation des ressources de financement 25](#_Toc496025012)

[B- Exécution des charges de Trésorerie 26](#_Toc496025013)

[IV- MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DU 1er SEMESTRE 2017 28](#_Toc496025014)

[A- Modifications de crédits 28](#_Toc496025015)

[B- Prise d’acte réglementaire pour l’application du texte de loi 40](#_Toc496025016)

[CONCLUSION 41](#_Toc496025017)

**LISTE DES TABLEAUX**

[Tableau 1 : Indice global du chiffre d’affaires au premier semestre 2017 9](#_Toc495935936)

[Tableau 2 : Quelques indicateurs du commerce extérieur à fin juin 10](#_Toc495935937)

[Tableau 3 : Recettes brutes des administrations financières au 30 juin 2016 et 2017 12](#_Toc495935938)

[Tableau 4 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 30 juin 2016 et 2017 16](#_Toc495935939)

[Tableau 5 : Evolution des réalisations des recettes des Comptes OME et PME au 30 juin 2016 et 2017 17](#_Toc495935940)

[Tableau 6 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin juin 2016 et 2017 18](#_Toc495935941)

[En millions de FCFA 18](#_Toc495935942)

[Tableau 7 : Exécution des dépenses ordinaires au 30 juin 2016 et 2017 22](#_Toc495935943)

[Tableau 8 : Situation d’engagements des dépenses en capital à fin juin 2016 et 2017 23](#_Toc495935944)

[Tableau 9 : Présentation des soldes budgétaires d’exécution à fin juin 2017 25](#_Toc495935945)

[Tableau 10 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin juin 2017 26](#_Toc495935946)

[En millions de FCFA 26](#_Toc495935947)

[Tableau 11 : Niveau d’exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2017 27](#_Toc495935948)

[Tableau 12 : Tableau de financement d’exécution de la loi de finances pour la gestion 2017 à fin juin. 28](#_Toc495935949)

[Tableau 13 : Liste des mouvements de crédits au titre de 1er semestre 30](#_Toc495935950)

**LISTE DES GRAPHIQUES**

[Graphique n° 1 : Evolution de l’emploi dans les grandes entreprises 9](#_Toc495935951)

[Graphique n°2 : Evolution de l’inflation 10](#_Toc495935952)

[Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes par régie à fin juin 2016 et 2017, en millions de FCFA 14](#_Toc495935953)

[Graphique n° 4 : Evolution des dépenses par grande masse à fin juin 2016 et 2017 24](#_Toc495935954)

# RESUME EXECUTIF

L’exécution de la loi de finances n°2016-33 du 26 décembre 2016 au premier semestre 2017 est marqué par divers facteurs et autres aléas de gestion. Outre les travaux de mise en cohérence des Plans de Travail Annuel des ministères avec le Programme d’Actions du Gouvernement, certains aléas de gestion ont été enregistrés, avec des effets plus ou moins importants sur l’exécution budgétaire.

Les principaux résultats issus de l’exécution à fin juin 2017 de la loi de finances pour la gestion 2017 se résument comme ci-après :

1. **Le budget de l’Etat**

Les produits de recettes de l’Etat enregistrés s’établissent à **468 250,4 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de **1 007 724 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **46,5%**, en hausse de 56 242,4 millions de FCFA par rapport à fin juin 2016.

Les dépenses budgétaires, à fin juin 2017, atteignent en engagement **635 930,7 millions de FCFA,** correspondant à **37,5%** desprévisions annuelles. Elles laissent apparaître une augmentation de **30 354,0** millions de FCFA par rapport à la même période en 2016.

L’exécution budgétaire au premier semestre, au-delà des aléas de gestion enregistrés, reflète globalement la programmation de consommation des crédits inscrite en loi de finances initiale.

1. **Opérations de trésorerie**

Les ressources de trésorerie ont été mobilisées à hauteur de **449 537,4 millions de FCFA,** soit un taux de **44,8%** sur une prévision annuelle de 1 002 861 millions de FCFA. Ce niveau de mobilisation à fin juin 2017 est tiré notamment par les bons du trésor, les emprunts intérieurs bancaires et les obligations du Trésor et est conforme au calendrier d’émission des titres publics.

Au total, à fin juin 2017, les ressources mobilisées atteignent globalement 917 787,8 millions de FCFA contre 797 240,1 millions de FCFA à fin juin 2016. Quant aux charges de trésorerie, elles ont été assurées à hauteur de **205 206,2 millions de FCFA** contre **115 033,6 millions de FCFA** à fin juin 2016. Elles ressortent ainsi, cumulées avec les opérations budgétaires, à fin juin 2017, à **841 136,9 millions de FCFA** contre **720 610,3 millions de FCFA** à la même période en 2016.

1. **le solde d’exécution budgétaire**

L’exécution budgétaire à fin juin 2017 présente un solde déficitaire d’un montant de **97 032 millions de FCFA**, base ordonnancement contre **17 124,5 millions de FCFA** à fin juin 2016. Cette hausse résulte essentiellement de l’effort d’accélération des travaux d’investissement notamment dans les secteurs d’assainissement et d’infrastructures routières.

# INTRODUCTION

Le pilotage de l’exécution budgétaire au premier semestre 2017 s’est déroulé dans un contexte particulier caractérisé par la recherche permanente de l’efficacité de la dépense et de l’élargissement de l’assiette fiscale à travers la mise en œuvre des réformes structurelles au sein des régies financières.

En effet, plusieurs actions sont initiées et mises en œuvre. Il s’agit de :

- l’interconnexion des bases de données de la Douane et des Impôts ;

- la mise en cohérence des PTA avec le Programme d’Action du Gouvernement (Pag) ;

- l’arrimage des engagements de dépenses avec le rythme de recouvrement des ressources ;

- la revue quotidienne de la dépense pour assurer des gains d’efficience ;

- la restructuration du cadre de gouvernance du portefeuille d’investissement public.

Cela s’est traduit à fin juin 2017 par des taux de recouvrement de ressources et d’exécution des charges respectivement de 45,6% et 41,8%.

En termes de perspectives pour la suite de l’année 2017, les mesures budgétaires ci-dessus énumérées continueront à être appliquées. En conséquence, une célérité devra être observée au second semestre dans le traitement des dossiers de marché pour le lancement des actions d’investissement en cours.

Le présent rapport rend compte pour les six premiers mois de l’année 2017, du niveau de mobilisation des ressources et de celui de couverture des charges sans occulter l’environnement économique et budgétaire dans lequel les différentes opérations budgétaires et de trésorerie ont évolué.

# SITUATION ECONOMIQUE A FIN JUIN 2017

## Environnement économique international

L’économie mondiale poursuit son expansion, soutenue par la reprise de la consommation, de l’investissement et du commerce international. En perspectives, la croissance du PIB mondial devrait se renforcer pour atteindre 3,5% en 2017 après 3,1% en 2016, selon le FMI.

**Aux Etats-Unis**, l’économie américaine rebondit après un début d’année difficile. La croissance de l’activité du secteur privé se poursuit à un rythme soutenu, tiré par la consommation privée. Le taux de croissance économique devrait atteindre 2,0% en 2017% après 1,7% en 2016.

**Dans la zone euro**, la croissance devrait rester dynamique. La BCE a relevé ses prévisions de croissance pour la zone euro de 0,1 point à 1,9% pour 2017 et à 1,8% en 2018 (après 1,7% en 2016). La production industrielle a augmenté de 1,3% en mai et de 4,0% sur un an. Le taux d’inflation s’est établi à 1,4% en juin après 1,6% en mai, niveau en deçà de la cible de la BCE.

**En Chine**, prévue à 6,6% en 2017 après 6,7% en 2016 selon le FMI, la croissance de l’économie chinoise devrait rester soutenue. Les indicateurs de haute fréquence s’avèrent globalement favorables, comme le signale la progression des ventes au détail (10,9% en juin après 10,7% en mai).

## Environnement national et perspectives

La conjoncture économique nationale au premier semestre 2017 a été marquée, en comparaison à la même période de l’année 2016, par : i) une hausse de l’indice global du chiffre d’affaires ; ii) une hausse de l’emploi dans les grandes entreprises ; iii) un taux d’inflation ressorti négatif.

**En ce qui concerne l’activité dans les entreprises**, l’Indice du Chiffre d’Affaires (ICA) affiche au premier semestre 2017, une hausse moyenne de 4,2% en comparaison au premier semestre 2016. Cette hausse est portée par l’embellie de l’activité principalement dans les autres services (cabinets d’étude, agences de sécurité, hébergement, restauration, etc.), l’énergie, les BTP et dans une moindre mesure par la branche « transports et télécommunications). Toutefois, l’activité s’est inscrite en baisse dans l’élevage, les industries manufacturières, le commerce, les banques et assurances.

Tableau 1 : Indice global du chiffre d’affaires au premier semestre 2017

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Pondérations | Moyenne premier semestre 2016 | Moyenne premier semestre 2017 | Variation juin 2017/2ème semestre 2016  (en %) |
| **INDICE GLOBAL** | **10 000** | **99,7** | **103,9** | **4,2** |
| Elevage | 1 060 | 99,1 | 81,1 | -18,2 |
| Industries Manufacturières | 1 427 | 93,9 | 81,0 | -13,8 |
| Energie | 194 | 98,2 | 108,6 | 10,6 |
| BTP | 803 | 113,6 | 128,7 | 13,3 |
| Commerce | 2 993 | 111,9 | 105,2 | -6,0 |
| Transport et Télécoms | 1 476 | 93,7 | 95,9 | 2,3 |
| Banques et Assurances | 333 | 108,5 | 107,5 | -0,9 |
| Autres Services | 1 714 | 98,3 | 129,1 | 31,3 |

Source : DPC/DGAE, août 2017

**Au niveau de l’emploi dans les grandes entreprises**, il est noté une modeste amélioration en moyenne de 0,1% sur les six (06) premiers mois de l’année bien que son évolution ait été erratique depuis le début de l’année.

Graphique n° 1 : Evolution de l’emploi dans les grandes entreprises

**S’agissant des prix**, le taux d’inflation affiche une tendance baissière depuis le début de l’année. Il s’est établi à la fin du premier semestre 2017 à **-2,0%** contre un plafond communautaire de 3,0%. La baisse du niveau général des prix est principalement portée par les prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées.

Graphique n°2 : Evolution de l’inflation

Source : INSAE, juillet 2017

**Au niveau du commerce extérieur,** il ressort, à fin juin 2017, que les importations affichent une baisse de 9,6% en volume mais enregistrent un accroissement de 10,4% en valeur. Cette amélioration des importations en valeur malgré une baisse en volume pourrait être imputable, entre autres, à l’appréciation du dollar face à l’euro sur la période.

Tableau 2 : Quelques indicateurs du commerce extérieur à fin juin[[1]](#footnote-1)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **Fin juin 2016** | **Fin déc 2016** | **Fin juin 2017** | **Variation fin juin 2016-2017** |
| **IMPORTATION** | |  |  |  |  |
| En volume | | 2 395 640 522 | 4 676 053 725 | 2 165 873 957 | **-9,6%** |
| En valeur |  | 633 143 909 533 | 1 335 219 290 383 | 699 244 356 132 | **10,4%** |
| **EXPORTATION** | |  |  |  |  |
| En volume | | 471 899 837 | 471 899 837 | 549 645 310 | **16,5%** |
| En valeur |  | 137 915 233 421 | 137 915 233 421 | 249 197 961 917 | **80,7%** |

Source : DGAE, sur la base des données de l’INSAE

Contrairement aux importations, les exportations affichent une nette progression, aussi bien en volume qu’en valeur. Cette hausse serait due principalement à la hausse des exportations de produits agricoles, notamment le coton, sur la période.

**En ce qui concerne la situation monétaire,** elle est, à fin juin 2017, caractérisée par une progression de 3,5%[[2]](#footnote-2) de la masse monétaire. Cette amélioration de la masse monétaire se justifie par les évolutions de ses contreparties que sont les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur.

**En perspectives pour l’ensemble de l’année**, il est attendu une amélioration de la croissance économique par rapport à 2016.

En effet, le taux de croissance du PIB devrait s’établir entre 5,4% et 6,0% en 2017 contre une estimation de 4,0% en 2016. Cette accélération par rapport à 2016, sera portée par la poursuite de la mise en œuvre du PAG et le renforcement de la lutte contre la fraude et l’évasion fiscales.

Elle s’inscrirait dans un contexte non inflationniste, avec un taux d’inflation contenu en deçà de la norme communautaire de 3,0%.

# SITUATION D’EXECUTION DU BUDGET DE L’ETAT AU 3O JUIN 2017

## Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires réalisées à fin juin 2017 ressortent globalement à **468 250,4 millions de FCFA,** soit **46,5%** de l’objectif annuel fixé à 1 007 725 millions de FCFA. A la même date en 2016, les produits de recettes enregistrés s’élevaient à **412 008 millions de FCFA**, correspondant à 43,4% des prévisions annuelles de montant 948 519 millions de FCFA.

La situation infra annuelle présente ainsi en 2017, un effort de mobilisation de 56 242 millions de FCFA, correspondant à un taux d’accroissement de 13,7%.

Cet effort est essentiellement porté par les réformes engagées par le Gouvernement pour un meilleur recouvrement des produits des services intermédiaires de recettes et la mise à jour systématique de la base de données des contribuables et sa connexion avec le Système Intégré des Gestion des Finances Publiques (SIGFiP). Il se poursuivra tout au long de l’année et permettra d’atteindre environ 977 000 millions de FCFA à fin décembre. Ce qui représenterait un taux de recouvrement d’environ 97% des objectifs annuels.

Les éléments constitutifs des recettes budgétaires ainsi que les produits enregistrés par les différents services se présentent comme suit :

### A-1 Recettes du budget général

Au premier semestre de l’année 2017, les produits de recettes collectés par les services de la Douane, des Impôts, du Trésor s’établissent à 410 344,1 millions de FCFA contre 385 053,9 millions de FCFA, soit une augmentation de 25 290,2 millions de FCFA. La situation infra annuelle par régie financière est récapitulée dans le tableau n° 3 ci-après :

Tableau 3 : Recettes brutes des administrations financières au 30 juin 2016 et 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | |  |  | | En millions de FCFA | | |  |
| **Régies** | **2016** | | | **Taux (%)** | **2017** | | | **Taux (%)** | **Ecarts** | **Taux d'accroissement (%)** |
| **Prévisions** | | **Réalisations** | **Prévisions** | **Réalisations** | |
| **Douanes** | 363 702,2 | | 151 193,9 | 41,6 | 383 500,0 | 141 355,3 | | 36,9 | -9 838,4 | -6,5 |
| **Impôts** | 407 700 | | 210 418,0 | 51,6 | 415 200,0 | 198 617,9 | | 47,8 | - 11 800,1 | - 5,6 |
| **Trésor** | 67 346 | | 23 442,0 | 34,8 | 68 000,0 | 70 370,7 | | 103,5 | 46 928,7 | 200,2 |
| **Total** | **838 748** | | **385 053,9** | **45,9** | **866 700** | **410 344,1** | | **47,3** | **25 290,2** | **6,6** |

**Source :** DGB, sur la base des données fournies par les administrations financières, juin 2017

Les recouvrements de recettes par régie financière ainsi que les éléments explicatifs des niveaux de réalisation à fin juin 2017 se présentent ainsi qu’il suit :

**A-1-1 Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)**

Le premier semestre de l’année 2017 a connu la mobilisation, par la DGDDI, de recettes de montant **141 355,5 millions de CFA**, hors prélèvements communautaires (PC : 2 257,9 millions de FCFA) et prélèvements communautaires de solidarité (PCS : 4 072,9 millions de FCFA), sur une prévision annuelle de **383 500 millions de FCFA,** soit un taux de recouvrement de **36,9%** contre 41,6% à la même période en 2016. En termes de résultat, on note une baisse de 9 838,4 millions de FCFA correspondant à une régression de 4,7 points de pourcentage par rapport à 2016. La contre-performance enregistrée par l’administration douanière à fin juin 2017 est due à (i) une baisse des recettes de l’activité d’escorte (5,003 milliards de FCFA, soit une régression de 41,75% par rapport à 2016) et (ii) une régression du recouvrement des produits provenant, entre autres, de la friperie (-48,2%) ; du ciment (-39,9%) ; de la volaille (-16,3%) ; des poissons congelées (-30,9%) et des hydrocarbures (-6,6%). Il est à préciser que le niveau de recouvrement atteint par l’administration douanière au premier semestre 2017, est principalement favorisé par le bon comportement des recettes des produits tels que l’huile de palme (165,33%) ; l’huile végétale (186,04%) ; le riz (9,82%) et la farine de blé (22,69%).

**A-1-2 Direction Générale des Impôts (DGI)**

Au titre du premier semestre 2017, la DGI a recouvré un montant total de **198 617,9 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **47,8%** des prévisions annuelles de 415 200 millions de FCFA. Le rapprochement des réalisations de recettes fiscales de l’Administration des Impôts fait ressortir une régression en termes de résultat de 5,6 points de pourcentage. Ce recul observé est imputable à certains produits qui se sont mal comportés. Il s’agit notamment de : (i) l’acompte forfaitaire spécial sur les véhicules (18,5%) ; (ii) la taxe unique sur le transport routier (28,9%) ; (iii) les autres recettes fiscales (32,2%) ; (iv) l’impôt sur les sociétés (32,7%); et (v) la taxe unique sur les contrats d’assurance (33,7%).

Les recettes MP3 ont été enregistrées pour un montant de 8 917,1 millions de FCFA, soit un taux de 52,45%, sur une prévision de 17 millions de FCFA contre un montant de 7 925 millions de FCFA en 2016.

Afin d’améliorer le niveau de recouvrement des recettes fiscales, les efforts de l’Administration fiscale devront se poursuivre notamment par (i) le renforcement du contrôle fiscal ; (ii) la mise en exploitation du fichier des contribuables et (iii) la poursuite des opérations de recouvrement forcé.

**A-1-3 Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

La DGTCP, sur une prévision annuelle de 68 000 millions de FCFA en 2017, a mobilisé au 30 juin, un montant de **70 370,7 millions de FCFA**, correspondant à un taux de recouvrement de **103,5%** contre 34,8% à la même période en 2016 pour un montant de 23 442 millions de FCFA.

La performance enregistrée (103,5%) par la DGTCP est imputable à l’amélioration significative des produits liés aux droits et frais administratifs (62,58%) ; aux diverses recettes exceptionnelles (267,7%) et aux produits financiers (134,78%).

L’amélioration du niveau de recouvrement des recettes à la DGTCP devrait se poursuivre non seulement pour les produits n’ayant connu au premier semestre un bon comportement mais également pour ceux qui se sont relativement bien comportés.

L’évolution des réalisations par régie financière est présentée à travers le graphique n°3 ci-après :

Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes par régie à fin juin 2016 et 2017, en millions de FCFA

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par les administrations financières, juin 2017

### A.2- Recettes de l’Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)

Les Recettes de l’Agence Nationale du Domaine et du Foncier ont été enregistrées pour **1 521,0 millions** de Francs CFA contre une prévision nulle à fin juin 2017.

### A.3- Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics

Essentiellement constituées des cotisations sur salaire et des validations de service, les recettes du **Fonds National des Retraites du Bénin** (FNRB) ont été mobilisées pendant la période sous-revue, à hauteur de 11 144,7 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 25 400 millions de FCFA. Ce niveau des recettes correspond à un taux de réalisation de 43,9% contre 40,1% à fin juin 2016. On note ainsi, une hausse de performance de 3,8 points de pourcentage. ***L’amélioration ainsi constatée se justifie par l’application des nouveaux taux de cotisation, institués par la loi n° 2015-19 du 02 avril 2015 modifiant et complétant la loi n° 86-014 du 26 septembre 1986 portant code des pensions civiles et militaires de retraite pour compter du mois d’avril 2017. L’effet financier résultant de cette application est de 0,8 milliard en glissement annuel au titre du 1er semestre.***

Les recettes enregistrées par le **Fonds Routier** (FR), à fin juin 2017 affichent un montant de **1 956,9 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 4 400 millions de FCFA contre 2 049,2 millions de FCFA réalisés à la même période sur un objectif annuel de

**3 456 millions de FCFA** en 2016. Les taux de recouvrement affichés en 2017 et 2016 sont respectivement de **44,5%** et **59,3%.**

Cette performance est fortement liée aux recettes diverses des produits financiers (276,11%) et aux ressources du poste de péage de Kpédékpo (98,81%).

**La Caisse Autonome d’Amortissement (CAA)** affiche un taux d’exécution en recettes et en dépenses respectivement de 534,7% et 42%. La mobilisation des recettes propres de la CAA à cette hauteur s’explique, entre autres, par (i) le recouvrement de la dette de la CEB envers l’Etat (6,3 milliards) d’une part, et de la Poste du Bénin vis-à-vis de la CAA (1,1 milliard) d’autre part ; (ii) le recouvrement des arriérés dus par la SBEE (9 milliards) et (iii) les remboursements effectués par les institutions de micro finances (1,3 milliard).

Le tableau n°4 ci-dessous récapitule les réalisations au 30 juin 2016 et 2017 des recettes des autres budgets.

Tableau 4 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 30 juin 2016 et 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | En million de FCFA | |  |  |
|  | **2016** | | | **2017** | | | **ECARTS DE REALISATION** | |
|  | PREV. | REAL. AU 30 JUIN | TAUX (%) | PREV. | REAL. AU 30 JUIN | TAUX (%) | ECARTS | TAUX D'ACCROISSEMENT (%) |
|  |
| F N R B | 25 721 | 10 317,6 | 40,1 | 25 400 | 11 144,7 | 43,9 | 827,1 | 8,0 |
| FONDS ROUTIER (Ressources propres) | 3 456 | 2 049,2 | 59,3 | 4 400 | 1 956,9 | 44,5 | -92,3 | -4,5 |
| C A A | 4 000 | 1 567,9 | 39,2 | 3 300 | 17 645,3 | 534,7 | 16 077,4 | 1 025,4 |
| **TOTAL** | **33 177** | **13 934,7** | **42,0** | **33 100** | **30 746,9** | **92,9** | **16 812,2** | **120,6** |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par le FNRB et les autres organismes, juin 2017

### A.4- Comptes d’Affectation Spéciale (CAS)

Les recettes au profit des comptes Opérations Militaires à l’Etranger (OME) et Partenariat Mondial pour l’Education (PME), ont été mobilisées à hauteur de **5 050,8 millions de FCFA**, à fin juin 2017, sur une prévision annuelle de 23 784 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de **21,2%.** Les réalisations des différents CAS se présentent ainsi qu’il suit :

Tableau 5 : Evolution des réalisations des recettes des Comptes OME et PME au 30 juin 2016 et 2017

En millions de FCFA

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Comptes d’affectation spéciale** | **2016** | | | **2017** | | |
| **Prév.** | **Réal.** | **Taux**  **(%)** | **Prév.** | **Réal.** | **Taux**  **(%)** |
| Opérations Militaires à l’Extérieur (OME) | 13 000 | 1 047,3 | 8,1 | 16 000 | 5 050,8 | 31,6 |
| Partenariat Mondial pour l’Education (PME) | 12 295 | 0 | 0 | 7 784,0 | 0 | 0 |
| **Total** | **25 295** | **1 047,3** | **4,1** | **23 784** | **5 050,8** | **21,2** |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, juin 2017

### A.5- Autres recettes budgétaires

Sont classés dans la catégorie des autres recettes budgétaires, les fonds de concours et les recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

A fin juin 2017, seuls les produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées ont connu de mobilisation s’établissant à **20 587,6 millions de FCFA**, soit **34,1%** de leurs prévisions annuelles.

Le tableau n° 4 ci-après présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin juin 2016 et 2017.

Tableau 6 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin juin 2016 et 2017

En millions de FCFA

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **NATURE DES RESSOURCES** | **2016** | | | **2017** | | | **ECARTS DE REALISATION** | |
| PREV. Annuelles | REAL. au 30 JUIN | TAUX (%) | PREV. Annuelles | REAL. au 30 JUIN | TAUX (%) | ECARTS | Taux d'accroissement (%) |
|
| Dons budgétaires | *0* | *0,0* | *0,0* | *15 840,0* | *0,0* | 0,0 | 0,0 | - |
| Allègement de la dette (IPPTE) | *8 469* | *2 877,5* | *34,0* | *8000,0* | *0,0* | *0,0* | *-2 877,5* | *-100,0* |
| Fonds de concours + recettes assimilées | *42 830* | *9 094,6* | *21,2* | *60 300* | *20 587,6* | *34,1* | *11 493,0* | *126,4* |
| **TOTAL** | **51 299,0** | **11 972,1** | **23,3** | **84 140,0** | **20 587,6** | **24,5** | **8 615,5** | **72,0** |

**Source**: DGB, sur la base des données fournies par la CAA, juin 2017

## Dépenses budgétaires au 30 juin 2017

Les dépenses du budget de l’Etat atteignent au 30 juin un montant de **635 930,7 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 1 697 986 millions de FCFA. A la même période en 2016, les engagements de dépenses ressortaient à 605 576,7 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 140 346 millions de FCFA. Les taux d’engagements correspondants sont respectivement de **37,5%** et de 53,1% à fin juin 2017 et 2016. Le rapprochement des résultats de l’exécution des dépenses budgétaires de ces deux périodes relève un écart positif de 30 354 millions de FCFA.

***L’exécution du budget de l’Etat pour la gestion 2017 à fin juin 2017 au-delà des aléas de gestion confirme globalement l’effort de maîtrise de la progression de la dépense impulsée depuis avril 2016.***

Le niveau d’engagement par nature de dépenses et par type de budget, se présente comme ci-après :

### B-1 Budget Général

**B-1-1 Dépenses ordinaires**

Les dépenses ordinaires sont composées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d’acquisitions de biens et services et des dépenses de transfert.

A fin juin 2017, les dépenses ordinaires atteignent respectivement en engagement et en ordonnancement **350 036,4 millions de FCFA** et **311 653,6 millions de FCFA** sur un objectif annuel de 761 125 millions de FCFA, soient respectivement pour des taux de **46%** et **de 44%.** A la même période en 2016, les taux enregistrés sont de **53,6%** et **40,2**%. **C*es niveaux d’exécution se justifient notamment par la maîtrise de la progression des dépenses publiques et une meilleure articulation entre les engagements et la disponibilité de trésorerie.***

**B-1-1-1 Charges financières de la dette publique**

Estimées à 103 700 millions de FCFA pour l’année 2017, les charges financières de la dette publique sont exécutées à concurrence de **46 090,4 millions de FCFA** à fin juin 2017, correspondant à un taux d’engagement de **44,4%**. A la même période en 2016, les crédits destinés à la couverture des charges financières de la dette publique ont été engagés à hauteur de 29,1% pour un montant de 23 867,7 millions de FCFA sur une prévision de 82 000 millions de FCFA.

Les charges financières de la dette publique se déclinent en :

* charges financières de la dette intérieure assurées à hauteur de **44,4%**, soit pour un montant engagé de **37 666,3 millions de FCFA** sur une prévision de 84 850 millions de FCFA ;
* charges financières de la dette extérieure, assurées à hauteur de **44,7%**, soit pour un montant engagé de **8 424,1 millions de FCFA** sur une prévision de 18 850 millions de FCFA.

***Ce niveau d’exécution observé à fin juin 2017 est conforme au calendrier de comptabilisation des échéances de remboursement de la dette publique avec une prédominance des intérêts précomptés sur la mobilisation des bons du Trésor.***

**B-1-1-2 Dépenses de personnel**

Sur une prévision annuelle de 354 628 millions de FCFA, elles s’établissent en engagement à 168 633,0 millions de FCFA contre 189 959,7 millions de FCFAil y a un an, en baisse de 21 326,7 millions de FCFA. Il en ressort respectivement des taux d’exécution de **47,6%** et **54,9%.** La baisse notée se justifie particulièrement par :

* ***le retard observé dans les recrutements au profit de l’administration publique avec pour conséquence le changement des hypothèses de base qui a permis de faire face à plusieurs aléas de gestion (dégel de l’avancement des agents contractuels de l’Etat) ;***
* ***le retard observé dans la prise des contrats des Enseignants nouvellement recrutés qui sera rattrapé au deuxième semestre avec le mandatement effectif de leurs salaires.***

**B-1-1-3 Dépenses d’acquisitions de biens et services**

Les dépenses d’acquisitions de biens et services comprennent les dépenses d’achats de biens et services et celles d’acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier. Au 30 juin 2017, elles sont engagées à concurrence de **49 870 millions de FCFA** sur un objectif annuel de 102 597 millions de FCFA. Le taux d’engagement correspondant est de **48,6%** et s’inscrit en deçà de celui de 58,8% réalisé à la même période en 2016 pour un montant de 58 224,3 millions de FCFA.

***D’importants efforts sont faits pendant la période sous-revue pour limiter la consommation des crédits de fonctionnement à l’essentiel. Le taux d’engagement de 48,6% ne reflète pas cet effort, vu qu’il intègre les engagements intervenus suite à la prise d’arrêtés d’autorisation d’engagements en dépassement. Il s’agit, par exemple, de l’engagement en dépassement pour l’achat des droits médias de la Coupe d’Afrique des Nations de football et autres évènements de la Confédération Africaine de Football pour un montant de 852,7 millions de FCFA et de l’engagement en dépassement pour la prise en charge des locations et charges locatives des postes diplomatiques pour un montant de 2 853,9 millions de FCFA.***

***Par ailleurs, Il convient de rappeler que le Conseil des Ministres a autorisé, en sa session du 12 mai 2017, la compensation des créances/dettes entre l’Etat, la SBEE, la SONEB et les Collectivités Locales. Les implications budgétaires de la décision de compensation des créances/dettes entre l’Etat, la SBEE, la SONEB et les Collectivités Locales ont nécessité la mobilisation sur les crédits de fonctionnement du budget de l’Etat d’un montant de 23 600 millions de FCFA. En intégrant ce montant aux engagements des crédits d’acquisitions de biens et services à fin juin, le niveau d’exécution ressortirait à 73 470 millions de FCFA pour un taux, base engagement de 71,6%.***

**B-1-1-4 Dépenses de transfert**

L’exécution des dépenses de transfert affiche globalement à fin juin 2017 un montant de 85 442,9 millions de FCFA correspondant à un taux d’engagement de 42,7%. Ce montant est en diminution de 41 890,4 millions de FCFA par rapport à juin 2016, soit un taux de décroissance de 32,9%.

***Rappelons que l’année 2016 a été une année électorale et a engendré d’importantes dépenses au cours du premier semestre. De même, le retrait de l’Etat de la gestion de la filière coton a entrainé des économies d’environ 20 000 millions de FCFA.***

Les détails sur le niveau d’engagement par nature des dépenses ordinaires sont récapitulés dans le tableau n° 7 ci-après :

Tableau 7 : Exécution des dépenses ordinaires au 30 juin 2016 et 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature des dépenses** | **2016** | | | **2017** | | | **ECARTS** | |
| Prévis | Engag. | Taux Engag. | Prévis | Engag. | Taux Engag. | Valeur | Taux d’évolution |
|  |
| Charges fin. de la Dette Pub | 82 000 | 23 867,7 | 29,1 | 103 700,0 | 46 090,4 | 44,4 | 22 222,7 | 93,1 |
| Dépenses de Personnel | 346 000 | 189 959,7 | 54,9 | 354 628,0 | 168 633,0 | 47,6 | -21326,7 | -11,2 |
| Dép d'acquis de biens et services | 99 005 | 58 224,3 | 58,8 | 102 597,0 | 49 870,1 | 48,6 | -8 354,2 | -14,3 |
| Dépenses de Transferts | 218 713 | 127 333,3 | 58,2 | 200 200,0 | 85 442,9 | 42,7 | -41 890,4 | -32,9 |
| **TOTAL** | **745 718** | **399 385,0** | **53,6** | **761 125,0** | **350 036,4** | **46,0** | **-49 348,6** | **-12,4** |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFiP, juin 2017

**B-1-2 Dépenses en capital**

Au 30 juin 2017, les investissements ou dépenses en capital cumulés atteignent **221 753,7 millions de FCFA** contre **145 657,1 millions de FCFA** à la même période en 2016.

Les situations d’engagement infra-annuelles des dépenses en capital à fin juin 2017 et 2016 montrent cette année, une accélération de la consommation des crédits alloués aux investissements financés sur ressources intérieures.

***En somme, l’exécution des dépenses en capital au 30 juin 2017 montre l’existence d’un nouveau dynamisme à travers le rythme de consommation des crédits. Ainsi : (i) les dépenses en capital financées sur ressources intérieures sont engagées à hauteur de 161 399,8 millions de FCFA (dont 64 495 millions de FCFA de financement direct sur des ressources levées auprès des banques locales) et (ii) les dépenses en capital exécutées sur ressources extérieures (au moyen de prêts et de dons) sont engagées à hauteur de 60 353,9 millions de FCFA (39 766,3 millions de FCFA pour les prêts, correspondant à un taux de 23% sur une prévision de 172 700 millions de FCFA et 20 587,6 millions de FCFA pour les dons, soit un taux de 34,1% sur une prévision de 60 300 millions de FCFA).***

L’exécution des dépenses en capital à fin juin 2016 et 2017 est retracée dans le tableau n° 8 ci-après :

Tableau 8 : Situation d’engagements des dépenses en capital à fin juin 2016 et 2017

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | En milliers de FCFA | | |  | |  |
| **Nature des dépenses** | **2016** | | | **2017** | | | **ECARTS** | | |
| Prévis | Engag. | Taux Engag. | Prévis | Engag. | Taux Engag. | valeur | Taux d’évolution | |
|
|
| **Dépenses en Capital sur financement Intérieures** | **138 314** | **101 973,8** | **73,7** | **575 317,0** | **161 399,8** | **28,1** | **59 426,0** | **58,3** | |
| **Dépenses en Capital sur financement extérieur** | **142 600** | **43 683,3** | **30,6** | **233 000,0** | **60 353,9** | **25,9** | **16 670,6** | **38,2** | |
| \*Prêts | 99 770 | 34 588,6 | 34,7 | 172 700,0 | 39 766,3 | 23,0 | 5 177,7 | 15,0 | |
| \*Dons | 42 830 | 9 094,7 | 21,2 | 60 300 | 20 587,6 | 34,1 | 11 492,9 | 126,4 | |
| **TOTAL** | **280 914** | **145 657,1** | **51,9** | **808 317,0** | **221 753,7** | **27,4** | **76 096,6** | **52,2** | |

**Source :** DGB, sur la base des données fournies par le SIGFiP et la CAA, juin 2017

### B-2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics

**B-2-1- Dépenses de fonctionnement et charges de la pension**

Les dépenses du FNRB sont engagées à concurrence de **37 924,9 millions de FCFA** et correspondent à un taux d’exécution de **57,6%.** A fin juin 2016, elles sont engagées à 34 091,4 millions de FCFA sur une prévision de 61 106 millions de FCFA, soit un taux d’engagement de 55,8%. Le niveau d’engagement observé en 2017 est imputable à : (i) la revalorisation à 1,5 point de la pension des enseignants et (ii) la poursuite de la mise en œuvre du décret n°2011-505 du 05 août 2011 portant institution du coefficient (1,25) de revalorisation des indices de traitement des agents de l’Etat.

**B-2-2- Dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d’Amortissement (CAA)**

Les dépenses de fonctionnement de la CAA ont connu au 30 juin 2017 un taux d’engagement de **42,0%** correspondant à **928,4 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 2 208 millions de FCFA. Ce niveau d’exécution, comparé à celui de fin juin 2016, révèle un écart positif de 179,4 millions de FCFA et un taux de d’accroissement de 23,9%.

**B-2-3 Concours financier de l’Etat au fonctionnement du Fonds Routier (FR)**

Le Fonds Routier a engagé les crédits budgétaires à fin juin de l’année 2017 à concurrence de **4 405,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 6 000 millions de FCFA contre 4 026,6 millions de FCFA à la même période en 2016 sur une prévision annuelle de 6 700 millions de FCFA. Les taux d’engagement y relatifs sont de **73,4%** et 60,1% respectivement en 2017 et 2016.

### B-3 Comptes d’Affectation Spéciale (CAS)

A fin juin 2017, les dépenses engagées au titre des Comptes d’Affectation Spéciale (CAS) se chiffrent à **20 882,2 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 54 486 millions de FCFA. Elles correspondent à un taux d’engagement de **38,3%.**

L’évolution de l’exécution des dépenses à fin juin 2016 et 2017 est retracée par le graphique n° 4 ci-après :

Graphique n° 4 : Evolution des dépenses par grande masse à fin juin 2016 et 2017

**Source**: DGB, sur la base des données fournies par le SIGFiP, juin 2017

## Solde budgétaire d’exécution au 30 juin 2017

L’exécution, base ordonnancement, du budget de l’Etat à fin juin 2017, présente les principaux soldes budgétaires récapitulés dans le tableau n° 10 ci-après :

Tableau 9 : Présentation des soldes budgétaires d’exécution à fin juin 2017

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | En millions de FCFA | |  |
| **Type de Budget** | **Recettes** | **Dépenses** | **Solde** |
| **Budget Général et Comptes d’Affectation** | 1. 503,5 | 525 157,3 | - 87 653,8 |
| **FNRB** | 11 144,7 | 37 924,9 | - 26 780,2 |
| **CAA** | 17 645,3 | 802,7 | 16 842,6 |
| **FR** | 1 956,9 | 1 397,5 | 559,4 |
| **Solde global d’exécution budgétaire** | 468 250,4 | 565 282,4 | - 97 032 |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFiP, juin 2017.

# SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2017

## Mobilisation des ressources de financement

Le niveau de mobilisation à fin juin 2017 des ressources de trésorerie s’établit à **449 537,4 millions de FCFA** sur un objectif annuel de 1 002 861 millions de FCFA. On note ainsi un niveau de mobilisation à hauteur de **44,8%.** Ce taux est fortement lié aux émissions des bons du trésor (81%), aux prêts obtenus aux guichets des banques locales (86%) et aux variations positives des dépôts des correspondants du trésor ( 7 256 millions de FCFA).

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau 10 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin juin 2017

En millions de FCFA

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nature** | **Prévisions** | **Réalisations** | ***Taux (%)*** |
| Remboursement prêts et avances | 947 | 7,5 | 0,8 |
| Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire) | 285 300 | 104 261,3 | 36,5 |
| *Emprunt extérieur (prêts et dons)* | *210 300* | *39 766,3* | *18,9* |
| *Financement banques locales* | *75 000* | *64 495,0* | *86* |
| *Tirage sur FMI* | *-* | *13 302 ,6* | *-* |
| Autres ressources de trésorerie | 716 614 | 324 710 | 45,3 |
| *Obligations du trésor* | *542 314* | *183 530* | *33,8* |
| *Bons du trésor* | *174 300* | *141 180* | *81* |
| *Variation des dépôts des correspondants du trésor* |  | *7 256* | *-* |
| Produits des cessions d'actifs | 0 | 0,0 | 0,0 |
| **Total** | **1 002 861** | **449 537,4** | **44,8** |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, juin 2017

## Exécution des charges de Trésorerie

Les charges de trésorerie sont ressorties à **205 206,2** millions de FCFA sur une prévision annuelle de 312 600 millions de FCFA correspondant à un taux d’engagement de **65,6%.** Les charges de trésorerie assurées à fin juin 2017 sont : (i) l’amortissement des tirages FMI à hauteur de 42,1%, (ii) la couverture à 87,2% des prévisions d’amortissement des bons du Trésor ; (iii) le paiement des indemnités de vacation des enseignants à hauteur de 43,5%, (iv) la couverture de l’amortissement des dettes banques locales à hauteur de 28,8% ; (v) la couverture à 102,9% de l’amortissement des emprunts extérieurs et (vi) la variation des instances de paiement (124,9%).

L’exécution des charges de trésorerie se trouve récapitulée dans le tableau ci-après :

Tableau 11 : Niveau d’exécution des charges de trésorerie par nature à fin juin 2017

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | En millions de FCFA | |  |
| **Nature** | **Prévisions** | **Réalisations** | ***Taux (%)*** |
| Prêts et avances | 3 200 | 18,0 | 0 |
| Amortissement emprunts obligataires | 48 600 | 0 | 0 |
| Amortissement tirages FMI | 9 600 | 4 037,4 | 42,1 |
| Amortissement emprunts extérieurs | 31 600 | 32 511,4 | 102,9 |
| Amortissement Bons du Trésor | 162 000 | 141 250,0 | 87,2 |
| Indemnités de vacation des enseignants | 8 000 | 3 480,0 | 43,5 |
| Amortissement dettes banques locales | 39 600 | 11 422,4 | 28,8 |
| Variation des instances de paiement | 10 000 | 12 487 | 124,9 |
| **Total** | **312 600** | **205 206,2** | **65,6** |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, juin 2017

Au total, la gestion de la trésorerie fait ressortir un solde excédentaire d’un montant de **244 331,2 millions de FCFA**.

Le tableau de financement de l’exécution de la loi de finances pour la gestion 2017, à fin juin, se présente comme ci-dessous :

Tableau 12 : Tableau de financement d’exécution de la loi de finances pour la gestion 2017 à fin juin.

|  |  |
| --- | --- |
| **Eléments** | **Montant (en millions de FCFA**) |
| **Besoins de financement** | **302 238,2** |
| **Charges de trésorerie** | **205 206,2** |
| 1- Prêts et avances | 18,0 |
| 2-Amortissement emprunts obligataires | 0 |
| 3-Amortissement tirages FMI | 4 037,4 |
| 4-Amortissement Bons du Trésor | 141 250,0 |
| 5- Amortissement des emprunts extérieurs | 32 511,4 |
| 6-variation des instances de paiement | 12 487 |
| 7- Amortissement des emprunts banques locales | 11 422,4 |
| 8-Autres charges de trésorerie | 3 480,0 |
| *Indemnités de vacation des enseignants* | *3 480,0* |
| 9- **Solde budgétaire déficitaire (base ordonnancement)** | **97 032** |
|  | |
| **Ressources de financement** | **449 537,4** |
| 1-Remboursement prêts et avances | 7,5 |
| 2-Emissions de dettes à moy. et long termes | 104 261,3 |
| *Prêts-programmes* | *0* |
| *Prêts-projets* | *39 766,3* |
| *Prêts Banques locales* | *64 495* |
| 3-Variation des dépôts des correspondants du Trésor | 7 256 |
| 4-Tirage sur FMI | 13 302,6 |
| 5-Autres ressources de trésorerie | 324 710 |
| *° Bons de trésor* | *141 180* |
| *° Obligations du trésor* | *183 530* |
| **Excédent de financement au 30 juin 2017** | **147 299,2** |

**Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, juin 2017

# MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DU 1er SEMESTRE 2017

Au premier semestre, l’exécution de la loi n°2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017 a connu quelques modifications aussi bien au niveau des crédits qu’au niveau des dispositions normatives.

## Modifications de crédits

Pendant la période sous-revue, diverses procédures légales de modification des crédits budgétaires ont été mises en œuvre. Il s’agit, notamment, des procédures de virement, de transfert, d’annulation et de dépassement de crédits. Elles ont permis aux services publics de mettre en cohérence le budget avec les Plans de Travail Annuels validés et arrimés au PAG. Le tableau ci-dessous retrace de façon exhaustive les mouvements de crédits intervenus pendant la période sous revue.

Tableau 13 : Liste des mouvements de crédits au titre de 1er semestre

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CHAPITRES** | | | **MOUVEMENTS DE CREDIT** | | | | | |
| **Dotation** | **Transfert** | **Virement** | **Dépassement** | **Report** | **Fonds de concours** |
| 10 | ASSEMBLEE NATIONALE | | 14 056 443 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 11 | COUR CONSTITUTIONNELLE | | 1 337 903 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 12 | COUR SUPREME | | 3 092 208 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 13 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | | 1 883 962 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 14 | HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION | | 1 733 427 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 15 | HAUTE COUR DE JUSTICE | | 826 292 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | | |  |  |  |  |  |  |
| 16 | MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE | | 389 308 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 17 | COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME | | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 20 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | | 14 935 908 000 | 1 530 250 866 | 1 638 250 866 | 0 | 0 | 0 |
|  | 207202276100 | AUTORITE DE REGULATION DE L'ENERGIE | 108 000 000 | 0 | 108 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 201100112100 | CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE | 4 674 982 000 | 1 046 653 866 | 1 046 653 866 | 0 | 0 | 0 |
| 201000212100 | EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF | 2 003 206 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 201000112100 | CHARGES COMMUNES | 633 695 000 | 483 597 000 | 483 597 000 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 22 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE | | 83 897 898 000 | 0 | 214 100 000 | 11 896 592 000 | 0 | 0 |
|  | 222100421100 | INSPECTION GENERALE DES ARMEES | 2 500 000 | 0 | 0 | 15 000 000 | 0 | 0 |
|  | 222101221100 | DIRECTION DES ECOLES ET DES SPORTS | 1 900 000 | 0 | 0 | 1 900 000 | 0 | 0 |
| 222101421100 | SERVICE REGIONAL DE L'INTENDANCE DES ARMEES | 947 000 | 0 | 0 | 1 994 000 | 0 | 0 |
| 222101821100 | CPADD | 7 470 000 | 0 | 0 | 7 470 000 | 0 | 0 |
| 222200122100 | COMMANDEMENT DE L'ARMEE DE TERRE | 29 087 887 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 222200623100 | EXPERTISE MEDICALE DES PERSONNELS NAVIGANTS DES FORCES AERIENNES | 12 500 000 | 0 | 0 | 2 577 000 | 0 | 0 |
| 222200723100 | RECYCLAGE DES PILOTES DES FORCES AERIENNES SUR SIMULATEUR DE VOL | 7 577 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 222202322300 | BATAILLONS DE L'ARMEE DE TERRE ET GNSP | 49 067 000 | 0 | 0 | 150 003 000 | 0 | 0 |
| 222202423200 | BASES AERIENNES | 7 792 000 | 0 | 0 | 40 879 000 | 0 | 0 |
| 222202524200 | BASES NAVALES | 7 292 000 | 0 | 0 | 42 633 000 | 0 | 0 |
| 222100321100 | ETAT MAJOR DES ARMEES | 55 197 000 | 0 | 0 | 25 000 000 | 0 | 0 |
| 222100121100 | CABINET DU MINISTRE | 157 376 000 | 0 | 0 | 25 000 000 | 0 | 0 |
|  | 222000221100 | EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF | 1 162 848 000 | 0 | 166 100 000 | 0 | 0 | 0 |
| 222000121100 | CHARGES COMMUNES | 2 009 582 000 | 0 | 0 | 62 000 000 | 0 | 0 |
| 222202821100 | DIRECTION DE LA PARTICIPATION DES ARMEES AU DEVELOPPEMENT ET AUX TACHES D'INTERETS PUBLICS | 1 000 000 | 0 | 0 | 1 000 000 | 0 | 0 |
| 224201544200 | CENTRE DE FORMATION MILITAIRE DE BEMBEREKE | 1 923 000 | 0 | 0 | 1 923 000 | 0 | 0 |
| 224201446400 | ECOLE NATIONALE DES OFFICIERS | 1 923 000 | 0 | 0 | 1 923 000 | 0 | 0 |
| 224201346400 | ECOLE NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS | 1 923 000 | 0 | 0 | 1 923 000 | 0 | 0 |
| 222202821800 | CENTRE DE FORMATION AUX OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE CANA | 2 000 000 | 0 | 0 | 2 000 000 | 0 | 0 |
| 222600921100 | PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE/DPP | 100 000 000 | 0 | 48 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 222601321200 | PROJET D'EQUIPEMENT DES FORCES ARMEES BENINOISES POUR LES OPERATIONS MILITAIRES A L'EXTERIEUR | 900 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 222601421100 | PROJET DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTERE | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 222601521200 | PROJET DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DE L'ETAT-MAJOR GENERAL ET DES STRUCTURES SOUS T | 4 117 735 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 222601621200 | PROJET DE RHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DES FORCES | 7 157 204 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 222601721200 | PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES FAB | 8 500 000 000 | 0 | 0 | 11 500 000 000 | 0 | 0 |
| 222601821200 | PROJET DE RENFORCEMENT DE LA DEFENSE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE | 5 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 223201231100 | DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES | 54 151 000 | 0 | 0 | 3 500 000 | 0 | 0 |
| 223201834400 | DT. DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE | 2 500 000 | 0 | 0 | 2 500 000 | 0 | 0 |
| 224201044200 | LYCEE MILITAIRE DE JEUNES FILLES DE NATITINGOU | 2 722 000 | 0 | 0 | 2 722 000 | 0 | 0 |
| 224201144200 | PRYTANEE MILITAIRE DE BEMBEREKE | 2 722 000 | 0 | 0 | 2 722 000 | 0 | 0 |
| 224201246400 | ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARMEES | 1 923 000 | 0 | 0 | 1 923 000 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 25 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | 380 669 543 000 | 0 | 0 | 339 030 000 | 0 | 0 |
|  | 257400472700 | AGENCE NATIONALE DU DOMAINE FONCIER | 140 974 000 | 0 | 0 | 339 030 000 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 26 | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION | | 24 047 522 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 27 | MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT | | 11 463 411 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 31 | MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES | | 32 215 830 000 | 0 | 2 618 822 000 | 480 000 000 | 0 | 0 |
|  | 316601066300 | PROGRAMME DE PROTECTION DES COUCHES VULNERABLES (PPCV) | 2 739 560 000 | 0 | 720 582 000 | 0 | 0 | 0 |
| 313602235700 | PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECTEUR DE LA MICROFINANCE | 500 000 000 | 0 | 305 050 000 | 0 | 0 | 0 |
| 313600932900 | PROJET D'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES ET DE PROMOTION DU GENRE (PAEF-PG) | 1 739 561 000 | 0 | 1 573 190 000 | 0 | 0 | 0 |
| 313600833300 | PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE ET DES REFORMES DE LA FONCTION PUBLIQUE | 100 000 000 | 0 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 313600733100 | PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES LOCAUX DU MTFPRAI-DS ET DES DDTFPRAI-DS | 1 300 000 000 | 0 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 31 | MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES | | 32 215 830 000 | 0 | 2 618 822 000 | 480 000 000 | 0 | 0 |
|  | 313000133100 | CHARGES COMMUNES | 815 734 000 | 0 | 0 | 480 000 000 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 32 | MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION | | 31 444 707 000 | 0 | 455 000 000 | 1 850 390 332 | 0 | 0 |
|  | 325400253100 | OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TELEVISION DU BENIN | 109 311 000 | 0 | 0 | 852 744 100 | 0 | 0 |
| 325400853100 | SUBVENTIONS AUX CHARGES SALARIALES DE L'ORTB | 1 410 429 000 | 0 | 0 | 997 646 232 | 0 | 0 |
| 325608953500 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES CENTRALES DE GOUVERNANCE (PRSCG) | 696 000 000 | 0 | 455 000 000 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 34 | MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | | 149 438 946 000 | 30 958 914 000 | 14 737 707 000 | 0 | 0 | 0 |
|  | 347625374900 | PROJET DE RESERVE DE BIOSPHERE TRANSFRONTALIERE DU DELTA DU MONO | 700 000 000 | 300 000 000 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 347625174200 | AMENAGEMENT DES BERGES DE LA LAGUNE DE COTONOU | 5 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 347624374200 | PROGRAMME SPECIAL DE REHABILITATION DE LA VILLE D'ABOMEY | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 347624274200 | PROGRAMME DES VILLES DURABLES | 33 901 236 000 | 10 212 414 000 | 3 559 707 000 | 0 | 0 | 0 |
| 347600172600 | PROJET DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS | 20 000 000 000 | 11 801 000 000 | 6 782 500 000 | 0 | 0 | 0 |
| 345625752100 | CREATION D'UN COMPLEXE INTERNATIONAL (CONFERENCES ET THEATRE) A COTONOU | 7 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 347625871300 | RENOVATION DU CENTRE COMMERCIAL DE GANHI | 2 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 348600184200 | PROJET D'APPUI A LA GESTION DES AIRES PROTEGEES AU BENIN (ex-PADAP) | 700 000 000 | 276 000 000 | 138 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 347627071300 | PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES SOUS TUTELLE DES AUTRES MINISTERES SECTORIELS | 11 576 000 000 | 8 369 500 000 | 1 234 500 000 | 0 | 0 | 0 |
| 347626874900 | PROJET DE SUBTITUTION DU BOIS ENERGIE PAR LE GAZ DOMESTIQUE | 2 000 000 000 | 0 | 1 873 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 347626374400 | PROGRAMME DE PROTECTION DU LITTORAL CONTRE L'EROSION CÔTIERE (COTONOU-SIAFATO, HILACONDJI-BOUCHE DU ROY, GRAND-POPO-OUIDAH) | 14 625 000 000 | 0 | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 347626271300 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DE PROGRAMMES IMMOBILIERS D'HABITAT SOCIAL ET ECONOMIQUE | 1 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 347626174200 | ASSAINISSEMENT PLUVIAL DE COTONOU | 12 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 35 | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT | | 11 355 393 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 36 | MINISTERE DE LA SANTE | | 81 813 631 000 | 642 000 000 | 812 000 000 | 1 467 900 000 | 0 | 0 |
|  | 366625963200 | ETUDE DU PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UN CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ET D'UNE UNITE DE RADIOTHERAPIE | 480 559 000 | 0 | 170 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 367200471100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 1 178 738 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 366000161100 | CHARGES COMMUNES | 2 332 429 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 366200461100 | DIRECTION NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE | 1 917 758 000 | 642 000 000 | 642 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 366204363100 | ASSISTANCE AUX HEMODIALYSES | 2 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 366601164500 | PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME | 1 614 000 000 | 0 | 0 | 1 467 900 000 | 0 | 0 |
|  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 37 | MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES | | 148 500 352 000 | 10 000 000 000 | 800 000 000 | 0 | 0 | 0 |
|  | 377629876200 | PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE 120 MEGAWATTS A MARIA GLETA (PREMIERE PHASE DE LA CENTRALE THERMIQUE DE 40 | 9 572 188 000 | 10 000 000 000 | 800 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 377630476200 | APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT ET LUBRIFIANTS DES GROUPES ELECTROGENES, DES CENTRALES THERMIQUES DE MRI, AGGREKO ET APR | 41 422 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 38 | MINISTERE DU TOURISME ET DE LA CULTURE | | 35 755 346 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 39 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE | | 105 822 596 000 | 7 950 307 000 | 2 652 150 000 | 11 218 645 640 | 0 | 0 |
|  | 394201647300 | RECHERCHE AGRONOMIQUE | 2 100 000 000 | 0 | 0 | 11 218 645 640 | 0 | 0 |
| 398205283900 | PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ( ACQUISITION DE SEMENCES AMELIOREE ET D'INTANTS SPECIFIQUES ) | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398205783400 | ONS - REMBOURSEMENT CREANCE SUR SONAPRA | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398206983100 | SUBVENTION A BENIN-TRACTEURS | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398300182100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ALIBORI | 0 | 179 545 000 | 163 636 000 | 0 | 0 | 0 |
|  | 398300282100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ATACORA | 0 | 266 727 000 | 245 454 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300382100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ATLANTIQUE | 0 | 243 613 000 | 218 182 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300482100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU BORGOU | 0 | 239 393 000 | 218 182 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300582100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DES COLLINES | 0 | 175 722 000 | 163 636 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300682100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU COUFFO | 0 | 180 038 000 | 163 636 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300782100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE LA DONGA | 0 | 119 459 000 | 110 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300882100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU LITTORAL | 0 | 82 545 000 | 79 366 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398300982100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU MONO | 0 | 180 037 000 | 163 636 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398301082100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'OUEME | 0 | 265 473 000 | 245 454 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398301182100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU PLATEAU | 0 | 147 485 000 | 136 364 000 | 0 | 0 | 0 |
| 398301282100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU ZOU | 0 | 263 582 000 | 245 454 000 | 0 | 0 | 0 |
|  | 398301382700 | CeRPA ATACORA - DONGA | 1 693 160 000 | 51 976 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398301482700 | CeRPA ATLANTIQUE - LITTORAL | 1 329 902 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398301582700 | CeRPA BORGOU - ALIBORI | 2 542 811 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398301682700 | CeRPA MONO - COUFFO | 1 382 693 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398301782700 | CeRPA OUEME - PLATEAU | 1 479 663 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398301882700 | CeRPA ZOU - COLLINES | 1 855 331 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398400883100 | AGENCE DE DEVELOPPEMEN DE LA MECANISATION AGRICOLE | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398400982200 | AGENCE DE PROMOTION DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICOLES | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398401282700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE MALLANVILLE (ATDA 1) | 0 | 793 531 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398401382700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE KANDI (ATDA 2) | 0 | 793 531 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398401482700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE NATITINGOU (ATDA 3) | 0 | 793 530 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 398401582700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE PARAKOU (ATDA 4) | 0 | 793 530 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398401682700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE D'ABOMEY (ATDA 5) | 0 | 793 530 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398401782700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE POBE (ATDA 6) | 0 | 793 530 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398401882700 | AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE D'ABOMEY-CALAVI (ATDA 7) | 0 | 793 530 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 398614585200 | PROJET D'APPUI AUX FILIERES LAIT ET VIANDES (PAFILAV) | 4 500 000 000 | 0 | 499 150 000 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 40 | MINISTERE DES SPORTS | | 18 985 456 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 44 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE | | 74 214 621 000 | 2 100 000 000 | 16 000 000 000 | 340 800 000 | 0 | 0 |
|  | 444000145100 | CHARGES COMMUNES | 13 899 317 000 | 0 | 0 | 340 800 000 | 0 | 0 |
| 444601341900 | CREATION DE LA CITE DE L'INNOVATION ET DU SAVOIR | 16 000 000 000 | 0 | 16 000 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 444401846400 | INSTITUT NATIONAL DS CLASSES PREPARATOIRES AUX ECOLES D'INGENIERIE DE SAVALOU | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 444601146900 | PROGRAMME SPECIAL DE COUVERTURE DES BESOINS EN INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS DES UNB | 8 782 200 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 444601246900 | PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES | 1 480 000 000 | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 444203646200 | CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES DE L'UAC | 1 846 317 000 | 100 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 51 | MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS | | 168 699 574 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 60 | MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE | | 47 684 357 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 61 | MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE | | 25 883 711 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 755 019 400 |
|  | 613600136300 | FADEC - INVESTISSEMENT | 11 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 755 019 400 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 62 | MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE | | 115 575 271 000 | 497 900 000 | 173 919 000 | 2 700 000 000 | 0 | 0 |
|  | 623200234400 | Direction de la Programmation et de la Prospective | 341 096 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 623200331100 | DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES (DAF) | 6 319 548 000 | 150 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 623200435700 | DIRECTION DE l'INFORMATIQUE ET DU PRE ARCHIVAGE | 87 580 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 623201732600 | PERAC | 260 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 623203835500 | DIRECTION DE LA MEDIATHEQUE DE L'EDUCATION | 64 334 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624000141100 | CHARGES COMMUNES | 18 364 845 000 | 0 | 30 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 624101641200 | INSPECTION GENERALE PEDAGOGIQUE ( EX-DIP) | 145 605 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624200442300 | Direction de l'Enseignement Primaire | 284 391 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624202341100 | PLAN DECENNAL EDUCATION | 60 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624202842200 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL | 118 196 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624204741100 | APPUI AU FONCTIONNEMENT ET AUX ACTIVITES DES ORGANES DE PILOTAGE DU STP/PDDSE | 60 000 000 | 212 750 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 624300142100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DE L'ALIBORI | 36 550 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 623100331200 | SECRETARIAT GENERAL | 118 619 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 623100232700 | INSPECTION GENERALE DU MINISTERE | 89 251 000 | 15 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300241200 | Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atacora | 9 539 829 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 627202771100 | DIRECTION DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DE LA MAINTENANCE | 81 617 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 625201052100 | Direction de la Commission Béninoise pour l'UNESCO | 95 469 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300341200 | Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atlantique | 9 509 857 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300441200 | Direction Départementale de l'Enseignement du Borgou | 9 612 643 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300542100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DES COLLINES | 33 605 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300642100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU COUFFO | 33 390 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 624300742100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DE LA DONGA | 34 050 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300842100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU LITTORAL | 32 760 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624300941200 | Direction Départementale de l'Enseignement du Mono | 11 177 060 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624301041200 | Direction Départementale de l'Enseignement de l'Ouémé | 10 210 076 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624301142100 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU PLATEAU | 34 812 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624301241200 | Direction Départementale de l'Enseignement du Zou | 12 617 152 000 | 10 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 624400542300 | CANTINES SCOLAIRES | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 2 700 000 000 | 0 | 0 |
| 624613242300 | PROG. SPECIAL DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIP. DES INFRASTUCTURES SCOLAIRES DES ZONES A BESOINS SPECIFIQUES (PSC | 2 698 177 000 | 0 | 135 319 000 | 0 | 0 | 0 |
| 624613341100 | PROG. DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION, D'EQUIP. ET DE VIABILISATION DES ECOLES NORMALES, D'INSTITUTEURS ET DES CIRCONSCRIPTIO | 885 094 000 | 0 | 2 640 000 | 0 | 0 | 0 |
| 624613441200 | PROG. D'APPUI INSTITUTIONNEL ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DU MEMP (PAIRCA- MEMP) | 207 628 000 | 0 | 5 960 000 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 63 | MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE ,TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE | | 78 754 443 000 | 0 | 77 000 000 | 0 | 368 100 000 | 0 |
|  | 634000145100 | CHARGES COMMUNES | 13 420 966 000 | 0 | 77 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 634613443100 | PROJET D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU BENIN | 2 776 536 000 | 0 | 0 | 0 | 368 100 000 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 64 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | | 32 507 601 000 | 0 | 120 000 000 | 5 119 125 733 | 0 | 0 |
|  | 641303116500 | CONSULAT GENERAL DU BENIN A PARIS | 577 160 000 | 0 | 0 | 239 476 526 | 0 | 0 |
| 641303216500 | CONSULAT DU BENIN A DJEDDAH | 420 741 000 | 0 | 0 | 129 378 421 | 0 | 0 |
| 641303416500 | AMBASSADE DU BENIN A BERLIN | 565 519 000 | 0 | 0 | 45 277 164 | 0 | 0 |
| 641303516500 | AMBASSADE DU BÉNIN À DOHA ( POSTE DIPLOMATIQUE) | 397 981 000 | 0 | 0 | 112 480 420 | 0 | 0 |
| 641303616500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ROME ( POSTE DIPLOMATIQUE) | 437 843 000 | 0 | 0 | 65 294 317 | 0 | 0 |
| 641303716500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ROME-QUIRINAL ( POSTE DIPLOMATIQUE) | 419 505 000 | 0 | 0 | 78 324 253 | 0 | 0 |
| 641303816500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ANKARA ( POSTE DIPLOMATIQUE) | 466 413 000 | 0 | 0 | 2 735 493 | 0 | 0 |
|  | 641304016500 | AMBASSADE DU BÉNIN À ALGER ( POSTE DIPLOMATIQUE) | 367 576 000 | 0 | 0 | 201 196 801 | 0 | 0 |
| 641304116500 | AMBASSADE DU BENIN A TEHERAN | 243 729 000 | 0 | 0 | 194 352 963 | 0 | 0 |
| 641304216500 | CONSULAT GENERAL DU BENIN A NEW YORK | 283 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 641000216100 | EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF | 1 010 148 000 | 0 | 120 000 000 | 0 | 0 | 0 |
| 641300116500 | Ambassade du Bénin à ACCRA ( Poste diplomatique) | 363 345 000 | 0 | 0 | 119 656 894 | 0 | 0 |
| 641300216500 | Ambassade du Bénin à BEIJING ( Poste diplomatique) | 599 318 000 | 0 | 0 | 206 576 351 | 0 | 0 |
| 641300416500 | Ambassade du Bénin à BRUXELLES ( Poste diplomatique) | 701 865 000 | 0 | 0 | 262 028 579 | 0 | 0 |
| 641300516500 | Ambassade du Bénin à KINSHASA ( Poste diplomatique) | 386 156 000 | 0 | 0 | 34 874 160 | 0 | 0 |
| 641300616500 | Ambassade du Bénin à LAGOS ( Poste diplomatique) | 411 419 000 | 0 | 0 | 137 267 710 | 0 | 0 |
| 641300816500 | Ambassade du Bénin à LIBREVILLE ( Poste diplomatique) | 265 916 000 | 0 | 0 | 102 810 560 | 0 | 0 |
|  | 641300916500 | Ambassade du Bénin à MOSCOU ( Poste diplomatique) | 425 316 000 | 0 | 0 | 237 173 145 | 0 | 0 |
| 641301016500 | Ambassade du Bénin à NEW YORK ( Poste diplomatique) | 1 254 744 000 | 0 | 0 | 95 523 543 | 0 | 0 |
| 641301116500 | Ambassade du Bénin à NIAMEY ( Poste diplomatique) | 185 302 000 | 0 | 0 | 62 372 988 | 0 | 0 |
| 641301216500 | Ambassade du Bénin à OTTAWA ( Poste diplomatique) | 325 185 000 | 0 | 0 | 72 948 898 | 0 | 0 |
| 641301316500 | Ambassade du Bénin à PARIS( Poste diplomatique) | 863 874 000 | 0 | 0 | 730 550 985 | 0 | 0 |
| 641301416500 | Délégation permanente du Bénin à l'UNESCO ( Poste diplomatique) | 770 249 000 | 0 | 0 | 147 839 068 | 0 | 0 |
| 641301616500 | Ambassade du Bénin à WASHINGTON ( Poste diplomatique) | 944 825 000 | 0 | 0 | 144 808 255 | 0 | 0 |
| 641301716500 | Ambassade du Bénin à ABIDJAN ( Poste diplomatique) | 231 119 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 641301816500 | Ambassade du Bénin à RABAT ( Poste diplomatique) | 350 154 000 | 0 | 0 | 16 731 554 | 0 | 0 |
| 641301916500 | Ambassade du Bénin à ABUJA ( Poste diplomatique) | 511 725 000 | 0 | 0 | 218 914 211 | 0 | 0 |
| 641302016500 | Ambassade du Bénin à PRETORIA ( Poste diplomatique) | 575 091 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 641302116500 | AMBASSADE DU BENIN A RIYAD | 377 433 000 | 0 | 0 | 149 609 132 | 0 | 0 |
| 641302316500 | Ambassade du Bénin à GENEVE | 1 280 786 000 | 0 | 0 | 76 470 458 | 0 | 0 |
| 641302416500 | AMBASSADE DU BENIN AU KOWEIT | 429 925 000 | 0 | 0 | 73 899 378 | 0 | 0 |
| 641302516500 | AMBASSADE DU BENIN A TOKYO | 616 513 000 | 0 | 0 | 502 090 774 | 0 | 0 |
| 641302616500 | AMBASSADE DU BENIN A ADDIS-ABEBA | 389 937 000 | 0 | 0 | 265 500 546 | 0 | 0 |
| 641302916500 | AMBASSADE DU BENIN A COPENHAGUE | 703 344 000 | 0 | 0 | 196 703 939 | 0 | 0 |
| 641303016500 | AMBASSADE DU BENIN A BRASILIA | 518 996 000 | 0 | 0 | 196 258 247 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 76\*- | FONS ROUTIER | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 517400177301 | FONDS ROUTIER | 6 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 77\*- | DETTE PUBLIQUE + FRNB + CAA | | 0 | 0 | 1 025 000 000 | 0 | 0 | 0 |
|  | 253400332400 | CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT | 2 145 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | 253202532400 | CAA-GESTION DES DEPENSES DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENDETTEMENT (CNE) | 63 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 259000191101 | DETTE PUBLIQUE INTERIEURE - CAA | 84 850 052 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 259000191201 | DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE - CAA | 18 849 948 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 259500195100 | FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN | 65 850 000 000 | 0 | 1 025 000 000 | 0 | 0 | 0 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

## Prise d’acte réglementaire pour l’application du texte de loi

Plusieurs actes règlementaires sont pris en gestion aux fins d’opérationnaliser les dispositions de la loi de finances pour la gestion 2017. Ils sont relatifs :

* au décret n°2017-215 du 10 avril 2017 fixant les modalités d’application de l’article 21 de la loi n°2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour la gestion 2017. La prise de ce décret vise à faire obligation à tous les usagers des Administrations Financières de se faire attribuer un numéro IFU. Il s’agit des :
* personnes physiques menant des activités salariées, commerciales ou non commerciales ou disposant de revenus ;
* propriétaires d’immeubles bâtis ou non bâtis ou présumés tels,
* entreprises exerçant une activité commerciale ou non commerciale, artisanale ou agricole sur le territoire du Bénin, quels que soient leur forme, leur statut juridique et leur nationalité ;
* Administrations Publiques Centrales, Etablissements Publics et Collectivités Locales ;
* Ambassades et Organisations Internationales accréditées au Bénin,
* Associations et Organisations Nationales ou Etrangères régulièrement déclarées ou autorisées, Syndicats Professionnels et Partis Politiques et toute personne Moral de Droit Privé ;
* à l’arrêté interministériel n° 1080-c/MIT/MEF/MIT/DC/SGM/DGI/RNI/155SGG17 portant création du comité de supervision et de coordination du recouvrement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM) et de la taxe Professionnelle Synthétique sur les transports Routiers (TPS/TR) au niveau du Centre National de Sécurité Routière ;
* à l’arrêté interministériel n° 2377-c/MPD/MEF/MIT/MICA/DC/SGM/DGDDI-ANatt portant exonération des droits et taxes de douanes et de la TVA sur les véhicules neufs à quatre roues importés, fabriqués ou vendus à l’état neuf destinées à la mise en place d’une flotte de taxis. Lesdits véhicules sont soumis au paiement de taxes PSC (1%), PC (0,5%), taxe de statistique (5%), timbre douanier (4%) et de la taxe statistique et taxe de voirie (0,85%).

# CONCLUSION

A fin juin 2017, le point cumulé des réalisations de recettes des régies financières laisse apparaître un taux de **47,3%** situé en deçà du taux semestriel moyen de (50%) attendu.

En ce qui concerne l’exécution des dépenses budgétaires, elle a connu un taux de **37,5%** base engagement pour un montant de **635 930,7 millions de FCFA** au titre du semestre sous-revue. Comparativement à la même période en 2016, le taux d’engagement révèle un recul de 15,6 points de pourcentage.

Le recul de 15,6 points de performance observé, loin d’être une contreperformance, est conforme à la programmation de consommation des crédits inscrite en loi de finances.

Le présent rapport démontre, par ailleurs, la capacité du Gouvernement à mobiliser les ressources nécessaires pour le financement du déficit budgétaire.

Cotonou, le

**LE DIRECTEUR GENERAL**

**DU BUDGET**

**Rodrigue S. CHAOU**

1. Données provisoires [↑](#footnote-ref-1)
2. BCEAO. [↑](#footnote-ref-2)